



PRÉFET DE L' AVEYRON

RECEPISSE DE DOSSIER DE DECLARATION
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DE L'OPERATION
CONCERNANT
LA TRAVERSÉE DE LA BORALDE DE SAINT CHÉLY D'AUBRAC
PAR UNE CANALISATION D'EAUX USÉES

COMMUNE DE SAINT CHÉLY D'AUBRAC

DOSSIER N° 12-2015-00209

Le préfet de l'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 10/08/15, présenté par Madame le Maire de Saint Chély d'Aubrac , enregistré sous le n° 12-2015-00209 et relatif à la traversée de la boralde de Saint Chély d'Aubrac par une canalisation d'eaux usées (EU);

donne récépissé de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**Commune de Saint Chély d'Aubrac
mairie le bourg 12470 Saint Chély d'Aubrac**

concernant la traversée du ruisseau de la boralde de Saint Chély d'Aubrac par une **canalisation EU Ø 90 mm PEHD – PN 16 avec protection béton** dont la réalisation est prévue au lieu dit les marques commune de Saint Chély d'Aubrac.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D)	Déclaration	30/09/2014

Le Service Police de l'Eau (SPE) ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception du présent courrier. Le déclarant devra respecter les prescriptions générales, définies dans l'arrêté joint au présent récépissé, et particulières ci-après :

- l'intervention se fera de manière à limiter le plus possible la pollution du cours d'eau par l'entraînement de matières fines naturelles et à soustraire le cours d'eau et son environnement aux souillures chimiques de toutes sortes (hydrocarbures en provenance de l'emprise du chantier par exemple).
- L'entreprise en charge des travaux devra détenir à disposition, sur le chantier et pendant toute sa durée, un kit anti-pollution hydrocarbures afin de pouvoir intervenir en cas d'incident sur un engin.
- les travaux ne devront pas être réalisés durant la période de reproduction de la faune piscicole soit du 1er novembre de l'année N au 30 mars de l'année N+1 ;
- lorsque les conditions météorologiques seront défavorables, les travaux pouvant présenter un risque pour l'écosystème aquatique ou pour le personnel de chantier seront arrêtés, voire reportés à une date ultérieure ; le matériel sera replié en dehors de la zone inondable du cours d'eau ;
- la zone du chantier sera isolée par la mise en place de batardeaux afin de travailler hors eau et de limiter l'augmentation de la turbidité et les risques de pollution en aval. Les eaux du cours d'eau pourront être dérivées par canalisation ou bien pompées.
- pour la réalisation du batardeau, il sera préféré l'utilisation de « big-bags » de sable facilement déplaçables plutôt que la mobilisation de matériaux du lit entraînant inévitablement des matières en suspension dans le cours d'eau ;
- Un filtre en bottes de paille pourra être positionné en travers du ruisseau à l'aval immédiat de la zone de travaux pour protection du milieu aquatique ;
- les matériaux alluvionnaires du lit mineur, sur une épaisseur de 10 à 20 cm, devront être conservés pour la remise en état des lieux ;
- le profil en long ainsi que la section hydraulique du cours d'eau ne seront pas modifiés par les travaux ;
- les berges seront reconstituées avec les matériaux du site et revégétalisées ;
- en cas de confection de béton sur le site, une aire étanche devra être aménagée en retrait de la zone inondable du cours d'eau ; aucun rejet direct ne sera autorisé dans la rivière sans décantation ou filtration préalable des eaux de ruissellement et de nettoyage de la bétonnière. L'utilisation d'un béton hydrofuge reste à privilégier ;
- les déchets relatifs au chantier devront être évacués vers une décharge adaptée à leur nature ; aucun exhaussement de terrain, aucun remblai ne sera autorisé dans la zone d'expansion de crue;
- pendant le déroulement des travaux, toutes les consignes complémentaires données par le Service Police de l'Eau devront être respectées ;
- tout accident ou incident lié au chantier, susceptible d'entraîner une pollution de l'eau, devra être immédiatement signalé au Service Police de l'eau ;

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de la commune de Saint Chély d'Aubrac où cette opération doit être réalisée pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'AVEYRON durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie de Saint Chély d'Aubrac par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Rodez Le 12 août 2015

**Pour le Préfet de l'AVEYRON
L'Adjoint au chef du Service Eau et Biodiversité**



Serge BOUTEILLER

PJ : arrêté ministériel du 30/09/2014

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

